

Gigantomachie vénézuélienne

Ricardo Peñafiel

Numéro 319, printemps 2018

Avec ou contre nous

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89421ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Peñafiel, R. (2018). Gigantomachie vénézuélienne. *Liberté*, (319), 40–42.

Gigantomachie vénézuélienne

Nicolás Maduro, un monstre et son double

RICARDO PEÑAFIEL

Le président vénézuélien, Nicolás Maduro, est certainement un monstre. Cumulant tous les pouvoirs (exécutif, judiciaire, électoral, militaire, constitutionnel, communal), il empêche le Parlement – détenu aux deux tiers par l'opposition – de légiférer, emprisonne ou force à l'exil les figures de l'opposition, réprime de manière sanglante les manifestations... Pourtant, cette monstruosité ne devrait pas servir à masquer celle d'une opposition putschiste qui conspire pour renverser pratiquement tous les gouvernements élus depuis l'élection d'Hugo Chávez, en décembre 1998, et qui est en grande partie responsable de la crise économique actuelle, du fait notamment de la fuite colossale de capitaux, évaluée à plus de 20 milliards de dollars américains par année. Lançant des accusations d'«oligarchie, de terrorisme, de soumission à l'impérialisme», d'un côté, et de «tyrannie, de communisme, de totalitarisme», de l'autre, ces deux monstres prétendant représenter le peuple s'enfoncent dans une crise sociale, économique et politique qui risque de les entraîner tous trois vers les abysses de la guerre civile.

Les monstres du populisme et du libéralisme

Les politiciens populistes sont «monstrueux», dans le sens littéral du terme, dérivé de *monstrare*, signifiant simplement «montrer». Le monstre, dans son écart à la norme, nous montre la limite de celle-ci. Comme le monstre de foire, le populisme n'est pas inhumain mais suffisamment humain pour qu'on s'y reconnaisse et suffisamment étranger pour qu'on le craigne, ou qu'on craigne que notre humanité commune puisse contenir de telles atrocités ou démesures. Humains trop-humains, les populistes font peur (du moins à l'esprit libéral), car ils rappellent certains fondements refoulés du politique, notamment le *substantialisme* et l'*opposition*

ami-ennemi, qui conduiraient à un manichéisme (bien-mal) menaçant le pluralisme. Pourtant, à trop rejeter en dehors de l'espace public ces «ombres de la démocratie» (Margaret Canovan), le libéralisme se rend aveugle à sa propre part de monstruosité et aux éléments fondamentaux de la politique et de la démocratie qui lui font défaut.

Par contre, la monstruosité de Maduro ne vient pas tant de son populisme que de son autoritarisme. Pour situer Maduro au sein de la question du populisme et des monstres nécessaires, il faut remonter à Chávez, monstre sacré, pour y voir se développer les figures qui aujourd'hui s'affrontent et qui, dans la démesure de leurs affrontements de titans, dévoilent beaucoup d'impensés de notre propre «démocratie».

Chávez, le monstre du populisme de gauche

Bien que l'opposition vénézuélienne puisse aujourd'hui se présenter comme la victime de l'autoritarisme de Maduro, elle ne s'est pas moins présentée pendant 17 ans comme la victime de la «dictature castro-communiste» de Chávez, malgré les nombreuses victoires électorales du chavisme et le respect des institutions démocratiques et du processus électoral, confirmé par de nombreux observateurs étrangers.

Une élection, on le sait bien, n'est pas un gage de démocratie. On peut se faire élire et neutraliser ensuite les institutions démocratiques pour imposer des restrictions à ses adversaires. Par contre, dans le cas de Chávez, la première action entreprise, lors de son entrée en fonction, en 1999, fut de convoquer un plébiscite devant mener à l'élection d'une Assemblée constituante, dont le texte, une fois rédigé, devait être soumis à un nouveau plébiscite. Pour la première fois dans l'histoire du Venezuela, disait Chávez, la Constitution serait rédigée non pas par des élites politiques mais par «le peuple lui-même».

Comme le monstre de foire, le populisme n'est pas inhumain mais suffisamment humain pour qu'on s'y reconnaisse et suffisamment étranger pour qu'on le craigne.



Quelle monstruosité ! Prétendre représenter le peuple, et en démocratie, par-dessus le marché ! « Ne serait-ce pas nous, les parlementaires, les élus du peuple, qui devrions le représenter ? » rétorquait l'opposition (alors majoritaire au Parlement).

L'un des principaux reproches adressés aux leaders populistes est cette prétention à représenter ou à incarner « directement » le peuple (sans médiation institutionnelle). Pourtant, dans le cas de Chávez, cette relation directe avec le peuple se fait surtout sur le plan symbolique, car sur le plan institutionnel, les médiations ont été suivies au-delà de ce qui aurait été nécessaire, notamment pour ne pas se faire accuser d'abus de pouvoir par une opposition qui n'a jamais accepté d'avoir perdu le monopole de la représentation, après 40 ans d'une hégémonie bipartite (entre 1958 et 1998).

Ce que l'opposition reprochait à Chávez (ou craignait de lui), ce n'était pas tant qu'il prétende représenter le peuple que sa manière de l'*interpeller*, de le « re-présenter », en lui donnant une image magnifiée de lui-même, capable de le *mobiliser* (contre l'« oligarchie » ou la « partitocratie »). De le *manipuler*, diront certains. On se demande, pourtant, en quoi la mobilisation active de laissés-pour-compte dans des instances « participatives » serait davantage une manipulation que la délégation (aliénation) de la souveraineté populaire dans l'urne. Pourquoi

le fait de remettre en question le pouvoir des élites et de vouloir mobiliser le peuple pour lui redonner plus de pouvoir serait-il antidémocratique (populiste) ? Pourquoi la démocratie ne devrait-elle être qu'une concurrence pacifiée entre élites ?

Le monstre de l'oligarchie travestie en démocratie

Le gouvernement des meilleurs porte un nom : l'aristocratie, du grec *aristoï* (meilleurs) et *kratos* (pouvoir). D'ailleurs, faisait remarquer Aristote, il est curieux que les « meilleurs » se trouvent toujours du côté de l'oligarchie, c'est-à-dire des riches ou du petit nombre (*oligos*). Pourtant, la démocratie libérale moderne prétend n'appeler « démocratie » que le gouvernement des meilleurs (aristocratie) ou du petit nombre (oligarchie) plébiscité par le peuple.

Ce qu'on reproche à Chávez et aux populistes, c'est de croire en la substantialité du peuple et de la démocratie. Le postulat de ce reproche libéral est que le peuple n'existe pas et que ceux qui prétendent lui donner le pouvoir ne sont pas des démocrates mais des démagogues ou des populistes. Le pouvoir du peuple (ou de la plèbe) dans cette « démocratie » qui est la nôtre se limiterait ainsi à pouvoir choisir, parmi les oligarques, lequel serait le « meilleur » pour le gouverner.

La monstruosité d'un coup d'État « démocratique »

Critiquant la rhétorique chaviste en fonction du fait qu'elle polarisait l'espace public entre le peuple et l'oligarchie, l'opposition, paradoxalement (ou monstrueusement), monta un coup d'État contre un gouvernement élu pour, supposément, récupérer la démocratie... Heureusement, cette dictature « libérale » – qui confisqua l'ensemble des institutions démocratiques (dont le Parlement) et arrêta plusieurs dirigeants chavistes – ne dura que 48 heures, entre le 11 et le 13 avril 2002. Une autre tentative de lockout insurrectionnel (une

Le pouvoir du peuple dans cette « démocratie » qui est la nôtre se limiterait ainsi à pouvoir choisir, parmi les oligarques, lequel serait le « meilleur » pour le gouverner.

grève-lockout, notamment du secteur pétrolier) dans le but de « renverser la dictature de Chávez », de décembre 2002 à février 2003, échoua également, non sans avoir toutefois grevé 10% du PIB.

Incapable de récupérer le pouvoir qu'elle contrôlait de manière patrimoniale, la bourgeoisie vénézuélienne décide de placer son argent à l'extérieur du pays, engendrant une fuite de capitaux catastrophique, obligeant le gouvernement à instaurer, en 2003, un sévère système de contrôle des changes. Ce système est à l'origine de la crise économique, sociale et politique qui accable le Venezuela depuis 2014. Pour l'opposition, il s'agit de l'incapacité du chavisme à gérer la manne pétrolière, du fait de la corruption et du populisme. Pour Maduro et les chavistes, cependant, il s'agit d'une « guerre économique » orchestrée par la bourgeoisie et l'impérialisme afin de mettre un terme à la Révolution. Enfermés dans une rhétorique manichéenne, les deux monstres du populisme et du libéralisme sont incapables de trouver une sortie de crise qui n'implique pas l'annihilation de l'autre.

Une dramatique farce

Pour paraphraser Marx, paraphasant lui-même Hegel, l'histoire se répète : la première fois comme tragédie et la seconde comme farce. Comme Napoléon III par rapport au premier, Maduro n'est qu'une farce grotesque par rapport à Chávez.

Dramatique farce, cependant, avec des centaines de morts et de nombreuses violations des droits civiques et humains. N'ayant pas hérité, avec la transmission du pouvoir, du charisme de Chávez, Maduro s'agrippe à la figure tutélaire du « *comandante* », le glorifiant et le magnifiant, comme celui-ci glorifiait le peuple. Ce faisant, ce n'est plus tellement le peuple qui est interpellé que sa caricature chaviste, à travers des institutions pétrifiées et des mobilisations ritualisées.

Prétendant résoudre la crise en convoquant l'élection d'une Assemblée constituante, le 30 juillet dernier, Maduro singe Chávez et jette de l'huile sur le feu. Convoquée sans référendum préalable et avec un système électoral « communal et sectoriel », conçu pour amplifier le vote chaviste, cette Assemblée constituante vient court-circuiter le Parlement (aux mains de l'opposition) – en créant un corps législatif supérieur – et l'ensemble des institutions démocratiques (comme la procureure générale, forcée à l'exil). Ce faisant, Maduro se comporte comme la figure hideuse ou monstrueuse que l'opposition et les médias avaient cherché à accoler à Chávez et au populisme.

Pourtant, si Maduro est parvenu à pacifier, pour un certain temps, la scène politique et à diviser l'opposition autour des élections régionales qu'il a gagnées amplement, le 15 octobre dernier (dans un parfait silence médiatique...), c'est précisément parce que l'opposition agit conformément au visage monstrueux que le chavisme veut bien dépeindre d'elle. Se comportant de manière ouvertement insurrectionnelle depuis l'élection de Maduro et continuant à spéculer sur le bolivar et le marché noir, pour sortir son argent du pays, l'opposition a beau avoir gagné ses élections parlementaires, elle en a perdu beaucoup d'autres et est en train de perdre la rue.

L'incommensurable monstre qu'est le peuple

Comme la *multitude*, selon la conceptualisation qu'en fait Antonio Negri, le Peuple est monstrueux. Plus que réel, et pourtant en lien direct avec cette réalité, le Peuple est *incommensurable*, *irreprésentable*, *intraitable*. D'où la possibilité ouverte de le réduire à l'Un, au peuple souverain. Pourtant, ce ne sont pas seulement les populistes qui prétendent « représenter » le peuple. Le libéralisme aussi prétend imposer un carcan normatif à ce monstre incommensurable. Au Venezuela, aux excès populistes de *substantification* du peuple ont succédé les excès « pluralistes » d'une opposition prête à renverser les institutions démocratiques pour préserver les institutions, dites « démocratiques », d'une aristocratie plébiscitée. La seule sortie de crise serait l'établissement d'une scène agonistique où les adversaires pourraient s'affronter, sans chercher à s'annihiler. Chose plutôt improbable devant cette inter-incompréhension constitutive qui referme l'espace public dans une opposition manichéenne stérile et dangereuse. (L)

• **Ricardo Peñafiel** est professeur associé au département de Science politique de l'UQAM et chercheur au GRIPAL (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine).